

Afrique

— Main dans la main avec une Afrique plus dynamique*1

La cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V) a eu lieu à Yokohama, en juin 2013. L'Afrique se trouve dans une phase de changement dynamique alors même que le continent doit lutter contre divers problèmes tels que la pauvreté et les conflits. Depuis 2000, elle connaît une croissance économique égale ou supérieure à 5 %. De plus, les investissements du secteur privé d'Europe et d'Amérique du Nord, mais aussi de Chine, d'Inde et d'autres pays émergents progressent rapidement. La JICA apporte une aide aux pays africains afin de parvenir à une croissance durable et de réduire la pauvreté.

Stratégies clés de l'aide

Soutenir la croissance dynamique actuelle de l'Afrique avec des partenariats public-privé plus solides.

Suivi de la TICAD IV

Lors de la TICAD IV, qui a eu lieu à Yokohama en mai 2008, les pays et les organisations participants se sont accordés sur un certain nombre de problèmes prioritaires : stimuler la croissance économique, assurer la sécurité humaine à travers la réalisation des OMD, la consolidation de la paix et la bonne gouvernance, la lutte contre les problèmes environnementaux et le changement climatique. Le gouvernement japonais s'est engagé sur des objectifs chiffrés dans plus de 20 domaines, notamment doubler l'APD pour l'Afrique avant 2012, octroyer de nouveaux prêts d'APD à hauteur de 4 milliards USD, apporter une aide pour le doublement de la production rizicole en Afrique subsaharienne au cours des dix prochaines années, assurer la formation de 100 000 enseignants en mathématiques et en sciences et de 100 000 professionnels du domaine de la santé et de la médecine, et fournir une eau potable salubre à 6,5 millions de personnes. Presque tous ces objectifs ont été atteints au cours des cinq dernières années (exercices 2008-2012).

La JICA a joué un rôle majeur pour honorer ces engagements. Elle a doublé² sa coopération technique et octroyé près de 4,4 milliards USD en nouveaux prêts d'APD pour un objectif de 4 milliards. Sur le doublement de la production rizicole en dix ans, la production a augmenté de manière constante d'environ 30 %, de 14 millions de tonnes en 2007 à 18,4 millions de tonnes en 2010, ce qui permet d'espérer la réalisation de l'objectif fixé pour 2018. De plus, la JICA a largement dépassé les cibles fixées pour la formation des enseignants en mathématiques et en sciences et des professionnels médicaux et de santé, ainsi que pour l'accès à une eau potable salubre³.

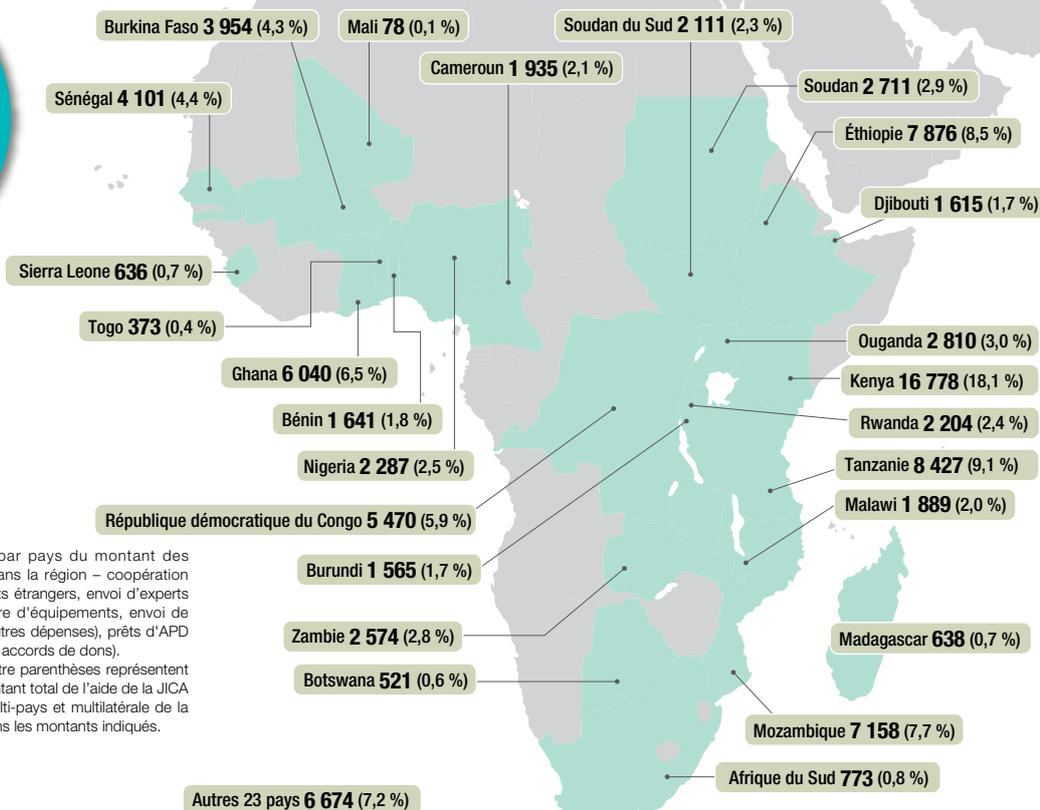
*1 Ce thème a servi de fil conducteur pour la TICAD V.

*2 Coopération technique : Augmentation d'une moyenne annuelle de 22,8 milliards JPY entre les exercices 2003 et 2007 à 52,5 milliards JPY pour l'exercice 2012.

*3 Formation des enseignants en mathématiques et en sciences : 793 000 personnes en cinq ans ; formation des professionnels médicaux et de santé : 221 000 personnes pour les exercices 2008 à 2011 (en incluant les résultats du ministère des Affaires étrangères) ; accès à une eau salubre : 10,64 millions de personnes pour les exercices 2008 à 2012 (chiffres provisoires, en incluant les résultats du ministère des Affaires étrangères).

Programmes de la JICA en Afrique (exercice 2012)

Afrique
Total : **92 839**
(Unité : millions JPY)



La carte montre la répartition par pays du montant des programmes d'aide de la JICA dans la région – coopération technique (formation de participants étrangers, envoi d'experts et de missions d'études, fourniture d'équipements, envoi de JOCV et d'autres volontaires, et autres dépenses), prêts d'APD (décaissements) et dons (nouveaux accords de dons).

Remarques : Les pourcentages entre parenthèses représentent la part de chaque pays dans le montant total de l'aide de la JICA dans la région. La coopération multi-pays et multilatérale de la JICA n'est pas prise en compte dans les montants indiqués.

Au cours des cinq années écoulées depuis la TICAD IV, de nombreux événements sont survenus en Afrique, notamment le ralentissement économique qui a suivi la chute de la banque Lehman Brothers, les troubles politiques associés au mouvement du Printemps arabe commencé en 2011, les conflits internes en Côte d'Ivoire la même année, et la guerre au Mali depuis 2012. Cependant, l'Afrique a enregistré une croissance économique de plus de 5 % chaque année depuis 2010, tandis que le Japon et les autres pays développés ont éprouvé des difficultés à retrouver la voie de la croissance après le choc initié par la chute de Lehman Brothers.



Le président de la JICA Akihiko Tanaka prend la parole lors d'une session thématique de la TICAD V organisée par la Banque africaine de développement.

Enjeux et actions prioritaires

1. Plan d'action de Yokohama 2013-2017 et programme d'aide japonais pour l'Afrique

La TICAD V s'est articulée autour de trois thèmes principaux : une économie solide et durable ; une société inclusive et résiliente, et la paix et la stabilité. En se basant sur ces thèmes, les participants se sont accordés sur six domaines clés pour le plan d'action de Yokohama 2013-2017 : promouvoir une croissance stimulée par le secteur privé ; accélérer le développement des infrastructures et le renforcement des capacités ; autonomiser les agriculteurs pour en faire des acteurs économiques à part entière ; promouvoir une croissance durable et résiliente ; créer une société inclusive pour la croissance ; et favoriser la paix, la stabilité et la bonne gouvernance.

Le premier ministre japonais Shinzo Abe a prononcé un discours lors de la TICAD V dans lequel il a annoncé le programme d'aide japonais pour l'Afrique qui comprend les engagements suivants⁴.

- Utiliser des moyens privés et publics à hauteur de 3 200 milliards JPY (environ 32 milliards USD), notamment des prêts d'APD à hauteur de 1 400 milliards JPY (environ 14 milliards USD) au cours des cinq prochaines années.
- Déployer une aide financière d'environ 650 milliards JPY (environ 6,5 milliards USD) (prêts d'APD et de la JIBC) pour les infrastructures.
- Soutenir le développement de cinq corridors majeurs pour la croissance et formuler des schémas directeurs stratégiques sur dix sites.
- Renforcer les capacités de 30 000 personnes pour le commerce et l'industrie et établir des centres TICAD pour le développement des ressources humaines commerciales et industrielles sur dix sites.
- Lancer l'initiative ABE : African Business Education Initiative for the Youth » pour les jeunes africains, en invitant 1 000 Africains au Japon via des bourses d'étude et des stages.
- Inciter les agriculteurs à passer d'une culture de subsistance à une culture commerciale à travers l'approche SHEP⁵ dans dix pays.
- Apporter un soutien financier de 200 milliards JPY (2 milliards USD) pour une énergie sobre en carbone.
- Fournir un enseignement de qualité à 20 millions d'enfants.
- Promouvoir la couverture santé universelle⁶.
- Apporter 100 milliards JPY (un milliard USD) d'aide au développement et d'aide humanitaire pour la région du Sahel.
- Renforcer les capacités de 5 000 fonctionnaires dans le domaine judiciaire, des médias, de l'administration locale et de la sécurité.

⁴ Pour plus d'informations, voir le site internet du ministère des Affaires étrangères (en anglais) : <http://www.mofa.jp/jofa/files/000006374.pdf>

⁵ Projet d'autonomisation des petits exploitants horticoles – Utilisation de formations pour permettre aux petits exploitants agricoles de participer à des études de marché pour sélectionner les cultures demandées afin d'augmenter leurs revenus. Voir page 54.

⁶ Assurer un accès universel aux services de santé de base. Voir page 55.

Par le passé, le Japon a contribué au développement de l'Afrique principalement à travers l'APD. Cependant, les investissements du secteur privé venus du monde entier ont progressé rapidement avec la croissance

Étude de cas Prêts d'APD au Botswana et à la Zambie

Construction très attendue du pont de Kazungula en Afrique australe

La frontière entre le Botswana et la Zambie a longtemps été un goulot d'étranglement du corridor nord-sud. La JICA a accordé des prêts d'APD aux deux pays lors de l'exercice 2012 pour la construction du « pont des rêves ».

En octobre 2012, la JICA a signé des accords de prêts d'APD à hauteur de 8 735 millions JPY avec la République du Botswana et 2 877 millions JPY avec la République de Zambie pour le projet de construction du pont de Kazungula. Dans le cadre du programme d'assistance renforcée au secteur privé en Afrique (EPSA), le pont, qui enjambe le fleuve Zambèze, a été cofinancé par la Banque africaine de développement.

Le Botswana et la Zambie cherchent à affranchir leurs économies de la dépendance vis-à-vis des ressources naturelles en diversifiant les secteurs industriels et en stimulant le commerce. Les deux pays attendent beaucoup du pont de Kazungula, car il permettra la circulation des flux de marchandises sur le corridor nord-sud, voie d'accès au port de Durban en Afrique du Sud. Aujourd'hui, alors que le ferry est

le premier moyen pour traverser le fleuve Zambèze, de longues files de camions de marchandises et de passagers s'étendent des deux côtés de la frontière. En moyenne, un chauffeur a besoin de 30 heures pour traverser la frontière à Kazungula. C'est pourquoi le Botswana et la Zambie, ainsi que d'autres pays d'Afrique australe, espèrent voir aboutir la construction d'un pont pour lever les obstacles aux échanges commerciaux.

Les fonds du prêt d'APD seront alloués à la construction du pont de Kazungula, un pont routier et ferroviaire en acier de 930 mètres enjambant le fleuve Zambèze. Le prêt d'APD financera également de nouvelles installations douanières (poste frontière

à guichet unique) qui simplifieront les procédures de passage des douanes. Des procédures douanières plus efficaces contribueront également à l'élimination de ce goulot d'étranglement, en réduisant à six heures la traversée de la frontière. La construction du pont devrait se terminer en mars 2018.



Un ferry transporte un grand camion de l'autre côté du fleuve Zambèze.

économique du continent. Depuis 2005, le montant des investissements directs étrangers a constamment dépassé celui de l'APD. Aujourd'hui, l'Afrique a non seulement besoin d'APD, notamment pour des projets d'infrastructure et de formation des ressources humaines, mais aussi d'investissements du secteur privé pour la croissance de la production agricole et industrielle, la création d'emplois, les transferts de technologies et d'autres activités.

Le programme d'aide japonais pour l'Afrique annoncé par le premier ministre Shinzo Abe lors de la TICAD V souligne l'importance cruciale de la promotion de partenariats public-privé combinant APD et investissements privés. La JICA entend déployer une grande variété de mesures conformément à ce programme. Plusieurs exemples d'initiatives prioritaires sont donnés ci-dessous.

2. Actions prioritaires de la JICA

(1) Promotion de l'intégration régionale et développement des corridors de croissance

Depuis 2005 environ, les communautés économiques régionales (CER) telles que la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ont joué un

rôle central dans de nombreuses initiatives. Cela comprend des projets d'infrastructures régionales, la suppression des droits de douane intra-régionaux, ainsi que la simplification et l'harmonisation des procédures de douane et d'immigration. Ces activités ont eu des effets bénéfiques tels que l'intégration des marchés régionaux et la croissance stable du commerce régional. L'accélération et l'approfondissement de l'intégration régionale sont également importants pour les entreprises japonaises qui souhaitent démarrer une activité en Afrique, car ces mesures peuvent étendre les marchés africains, réduire les coûts d'achat des matières premières et de transport des marchandises, et apporter d'autres avantages.

Depuis la TICAD IV, la JICA déploie une aide dans des domaines tels que l'établissement d'infrastructures régionales et la promotion des postes frontières à guichet unique (PFGU). Après la TICAD V, la JICA a maintenu son aide tout en renforçant ses activités conformément aux engagements pris pour le développement des infrastructures (investissements du secteur public de 650 milliards JPY (6,5 milliards USD) entre autres mesures) dans le programme d'aide à l'Afrique. De plus, la JICA encouragera le développement global des régions corridors. Cela comprend notamment des efforts pour parvenir au développement

Étude de cas Coopération pour les politiques industrielles en Éthiopie

Renforcer l'utilisation du *kaizen* et améliorer l'enseignement des mathématiques et des sciences

L'Éthiopie est considérée comme le centre de la politique et de la diplomatie africaine, car elle accueille le siège de l'Union africaine et de la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies. Le pays devrait également jouer un rôle important pour parvenir à la paix dans la Corne de l'Afrique. La croissance économique a été forte en Éthiopie au cours des dernières années, mais le secteur manufacturier stagne. La JICA apporte une aide pour améliorer la qualité et la productivité dans le secteur privé et renforcer l'enseignement des mathématiques et des sciences afin de développer des centres de ressources humaines commerciales et industrielles.

Projet de renforcement des capacités pour la diffusion de l'amélioration de la qualité et de la productivité (*kaizen*)

Le projet *kaizen* de la JICA en Tunisie a attiré l'attention de Meles Zenawi, ancien premier ministre de l'Éthiopie. Sur ses conseils, le gouvernement éthiopien a établi l'Institut éthiopien du *kaizen* sous la supervision directe du ministère de l'Industrie, en 2009, et demandé une coopération du Japon.

La JICA a accordé une aide pour le renforcement des capacités du personnel de l'Institut, le transfert des technologies pour la mise en œuvre du *kaizen*, la préparation de manuels et la formulation d'un plan pour la diffusion de l'approche *kaizen* à l'échelle nationale. En outre, 30 entreprises pilotes ont été sélectionnées pour une coopération technique. L'utilisation du *kaizen* a permis des améliorations significatives dans ces entreprises,



Une session de formation sur le *kaizen*

notamment une augmentation des ventes et de la productivité des travailleurs, ainsi qu'une réduction des coûts et du nombre de produits défectueux.

Ces performances ont conduit à des mesures, lancées en novembre 2011, pour créer un cadre d'utilisation du *kaizen* à l'échelle nationale. L'Éthiopie a l'intention d'étendre les formations auprès de 265 entreprises, notamment celles de taille plus modeste. Les objectifs consistent à mettre en place l'organisation et les systèmes requis à l'Institut éthiopien du *kaizen*, renforcer les capacités des consultants de l'Institut, et effectuer d'autres améliorations.

Projet pilote national de renforcement de l'enseignement des mathématiques et des sciences

En Éthiopie, le taux de scolarisation dans le primaire a connu une amélioration notable en atteignant 70 %, mais seulement 58 % des élèves terminent cet enseignement. De plus, les élèves ont des résultats scolaires médiocres. La JICA apporte une aide pour le renforcement des capacités des enseignants, l'amélioration des matériaux pédagogiques et pour d'autres mesures.

L'accent est mis sur l'enseignement des mathématiques et des sciences en Éthiopie, car le pays souhaite devenir plus industrialisé. Depuis 1998, la JICA mène des projets pour le renforcement

de l'enseignement des mathématiques et des sciences au Kenya et dans d'autres pays africains. En se basant sur les résultats de ces projets, la JICA a commencé le projet pilote national de renforcement de l'enseignement des mathématiques et des sciences lors de l'exercice 2011.

Le projet établit des districts modèles où les enseignants de mathématiques et de sciences du primaire et du secondaire (jusqu'au collège) reçoivent des conseils et une formation. Afin de superviser la formation, la JICA a envoyé des experts à court et long terme en enseignement des mathématiques et des sciences en Éthiopie. De plus, les enseignants de mathématiques et de sciences ont eu l'occasion de recevoir une formation en Indonésie et au Japon. Le projet vise l'amélioration de la qualité des enseignements, plus centrés sur l'élève, à travers les mesures évoquées ci-dessus.



Une classe où les élèves sont au centre des activités.

global des infrastructures de base (routes, ports, électricité, etc.) et des régions proches des corridors à travers la formulation de projets conformes au programme de développement des infrastructures en Afrique (PDIA)⁷, et la mise en œuvre de schémas directeurs stratégiques.

^{*7} Un plan d'infrastructures régionales à moyen et long terme couvrant l'ensemble du continent élaboré par l'Union africaine et la Banque africaine de développement.

(2) Développement des ressources humaines pour le commerce et l'industrie

L'Afrique dispose d'une main-d'œuvre abondante. La population en âge de travailler⁸ était de 550 millions de personnes en 2008 et elle devrait s'élever à 1 070 millions en 2040 et dépasser la taille de celle de la Chine et de l'Inde. Il est vital pour l'Afrique de tirer suffisamment parti de ce grand nombre de travailleurs pour assurer une croissance économique durable. Dans certains pays d'Afrique, le chômage massif des jeunes est devenu un problème social dont la résolution passe à la fois par des créations d'emplois et une amélioration de la qualité de l'enseignement (notamment en mettant à niveau les compétences académiques, en créant des programmes axés sur la pratique et en améliorant les méthodes pédagogiques).

La qualité de la main-d'œuvre, des ingénieurs et des cadres intermédiaires, est tout aussi importante pour promouvoir les investissements des entreprises japonaises en Afrique. La caractéristique essentielle des investissements directs à l'étranger des entreprises japonaises est qu'ils s'accompagnent de création d'emplois, d'un développement des compétences et du transfert de technologies à travers l'embauche de travailleurs locaux. Ces activités créent des bénéfices significatifs pour les pays hôtes, c'est pourquoi de nombreux pays africains souhaitent vivement attirer les entreprises japonaises.

La JICA met en œuvre le projet de renforcement de l'enseignement des mathématiques et des sciences dans le secondaire (SMASE) dans 27 pays et apporte une aide aux universités des sciences de l'ingénieur au Kenya, en Égypte et en Afrique du Sud. De plus, l'Afrique montre un



Soutien à l'Université Égypte-Japon des sciences et de la technologie (E-JUST)



Soutien au Soudan du Sud pour le renforcement de l'enseignement des mathématiques et des sciences (SMASE)

intérêt croissant pour l'approche du *kaizen*, l'une des forces des entreprises japonaises, afin de stimuler la productivité et la qualité. Les demandes d'établissement de systèmes et de formation du personnel nécessaires au *kaizen* progressent rapidement.

En se basant sur les engagements du programme d'aide japonais à l'Afrique pour le développement des ressources humaines (formation de 30 000 personnes, établissement de dix centres TICAD pour le développement des ressources humaines commerciales et industrielles, etc.), la JICA entend étendre son aide pour le développement des ressources humaines en Afrique. Les activités s'attacheront à transmettre les compétences nécessaires au développement des industries locales et à créer un environnement attractif pour les investissements des entreprises japonaises.

^{*8} Population âgée de 15 à 64 ans.

(3) Développement agricole

L'Afrique a un fort potentiel agricole, mais la productivité stagne depuis de nombreuses années. Le continent n'étant pas en mesure de répondre à la demande de nourriture accompagnant la croissance démographique, l'Afrique importe une grande quantité de nourriture, supérieure à celle du Japon⁹. Étant donné son potentiel et la forte demande de denrées alimentaires, l'Afrique est l'un des continents les plus attractifs pour le développement agricole. Pour ce faire, l'Afrique doit augmenter les revenus des agriculteurs. Des plans pour le développement agricole doivent être créés au niveau national, la productivité doit être stimulée en modernisant les opérations agricoles et en axant ces dernières sur le marché, notamment par l'introduction de cultures à forte valeur ajoutée.

Lors de la TICAD IV, en 2008, la JICA a formé la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD) afin de remplir les engagements pris lors de la conférence de doubler la production rizicole en Afrique subsaharienne dans les dix ans. La JICA a contribué à la préparation des stratégies nationales de développement de la riziculture dans 23 pays participants à la CARD, et elle a apporté à ces pays une aide adaptée à ces stratégies. La JICA poursuit cette aide afin d'atteindre l'objectif de doublement de la production rizicole fixé pour 2018.

Le projet d'autonomisation des petits exploitants horticoles (SHEP), qui a commencé au Kenya, a pour but de renforcer la capacité des petits exploitants agricoles à relever les défis liés à la culture, à la gestion et à la logistique afin de développer une activité conforme à la demande du marché. De plus, la prise en compte progressive des sexospécificités, notamment par l'utilisation d'indicateurs spécifiques pour les hommes et



Soutien global au corridor de développement de Nacala au Mozambique



Session de formation au Kenya dans le cadre du projet d'autonomisation des petits exploitants horticoles

^{*9} En 2009, l'Afrique a importé 53,2 milliards USD de produits agricoles et le Japon 35,7 milliards. De plus, les importations représentent 45 % du riz et 85 % du blé consommés en Afrique. (Statistiques de la FAO)

les femmes, a été utilisée pour augmenter les revenus des petits exploitants horticoles. Ainsi, les revenus des bénéficiaires de l'aide ont doublé. Lors de la TICAD V, le premier ministre Shinzo Abe a annoncé que l'approche SHEP allait être diffusée dans dix pays.

(4) Couverture santé universelle (CSU)

Des progrès ont été accomplis vers la réalisation des OMD liés à la santé en Afrique en ce qui concerne la vaccination des enfants, la prévention de la propagation du VIH/sida et de la tuberculose, et le taux de mortalité lié au paludisme. Des résultats commencent à être visibles sur la baisse du taux de mortalité maternelle. Cependant, la majorité des pays africains auront du mal à atteindre les OMD en 2015.

En Afrique, un certain nombre de personnes ont accès aux services de santé de base. Mais de nombreux Africains ne reçoivent toujours pas les soins de santé dont ils ont besoin pour des raisons économiques, géographiques ou matérielles. La disparité entre les personnes ayant accès aux soins et celles qui en sont privées constitue un défi majeur.

La couverture santé universelle (CSU) est une approche visant à éliminer les inégalités d'accès aux services de santé en fonction du niveau de revenu ou de la situation géographique. L'approche comprend la formation de personnes et la construction d'installations, ainsi que des mesures institutionnelles et économiques impliquant des réformes de financement de la santé et l'extension de l'assurance santé à un nombre accru de personnes.

Le Japon a réussi à instaurer une CSU et l'ensemble de la population est couverte par un système public d'assurance santé. Le Japon utilise son expérience pour promouvoir la CSU en Afrique en intégrant les besoins de chaque pays.

(5) La paix et la stabilité

La paix et la stabilité sont les prémisses du développement et de la croissance sous tous leurs aspects. Guerres civiles et autres conflits ont fréquemment éclaté en Afrique pendant les années 1990. Depuis 2000, bon nombre de ces conflits ont été résolus. Même en Somalie, qui se trouve dans une situation anarchique depuis les années 1990, un gouvernement fédéral a été formé en 2012.

En Afrique du Nord et dans la région du Sahel, des conflits ont opposé des extrémistes islamistes et d'autres groupes terroristes aux forces de sécurité publique. Depuis 2012, avec le conflit au Nord-Mali et les enlèvements en Algérie, la stabilisation devient un problème urgent pour la région.

La JICA met en œuvre des mesures à court terme, par exemple pour le développement des ressources humaines auprès des instances juridiques et judiciaires ou des agences chargées de la sécurité dans les pays africains. L'Agence mène également des activités à moyen et long terme pour s'attaquer aux causes économiques et sociales des conflits. Ces activités s'appuient sur les trois piliers que sont la réduction de la pauvreté, la création d'emplois et l'atténuation des disparités, ce qui permet à la JICA de contribuer à la paix et à la stabilité dans ces régions.

Étude de cas Aide à la reconstruction de la Côte d'Ivoire

Vers un second « Miracle ivoirien »

La Côte d'Ivoire est bien connue pour sa production de café et de cacao, la première au monde. Ce pays, qui joue un rôle majeur en Afrique occidentale, est entré dans une période de stagnation économique et sociale durant la dernière décennie à cause de troubles politiques et économiques. À l'issue de ces troubles, Alassane Ouattara occupait le poste de président et des élections se sont déroulées pacifiquement dans tout le pays pour désigner les membres de l'assemblée nationale en 2011. Aujourd'hui, la Côte d'Ivoire avance à grands pas vers la reconstruction et le développement.

La JICA a rapidement repris son aide pour la Côte d'Ivoire et commencé une coopération pour l'aménagement urbain d'Abidjan, capitale économique du pays. La ville, dont la beauté lui a valu le surnom de « Paris de l'Afrique occidentale », doit faire face à plusieurs problèmes liés à l'urbanisation. L'utilisation confuse des terrains, des infrastructures insuffisantes et des investissements publics limités dans les services sociaux essentiels sont des exemples de ces défis à relever. Pour trouver des solutions à ces problèmes, la JICA a commencé en 2012 une étude préliminaire pour analyser la situation actuelle et les anciens plans d'urbanisme d'Abidjan. En se basant sur l'étude, la JICA a entamé une coopération technique globale pour la planification du développement, dès février 2013, en vue de préparer le plan de développement urbain et des transports pour 2030. En outre, la JICA a initié le renforcement des capacités dans le secteur de l'aménagement urbain en Côte d'Ivoire sous forme de programmes de formation au Japon.

Soucieuse de la revitalisation de l'économie, la JICA se concentre également sur l'aide au développement du secteur privé. Les objectifs

consistent à soutenir la croissance des entreprises ivoiriennes et à renforcer les partenariats public-privé japonais pour promouvoir l'investissement en Côte d'Ivoire. Simultanément, la JICA envoie des experts japonais en Côte d'Ivoire dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche (aquaculture) pour stimuler ces domaines. Ces aides contribueront sans doute à l'amélioration de la sécurité alimentaire du pays.

Parallèlement à ces activités, la JICA participe à la reconstruction et à la cohésion sociale du pays. Dans ces domaines, la JICA est sur le point de lancer des projets qui permettront aux communautés d'Abidjan et des régions du centre et du nord de la Côte d'Ivoire, où la population a

traversé des moments éprouvants durant la période de troubles, de recevoir une aide pour la communauté et le développement des ressources humaines pour parvenir à la réconciliation nationale et la cohésion sociale.

La paix et la reconstruction en Côte d'Ivoire sont essentielles pour la paix et la stabilité de l'Afrique occidentale, c'est pourquoi la JICA intensifie son aide dans ce pays.



Les routes, embouteillées le matin et le soir, constituent le principal moyen de transport à Abidjan.